

«L' UNION FRANÇAISE» DOIT ÊTRE REMPLACÉE PAR UNE FÉDÉRATION DES PEUPLES SANS EXPLOITEURS ÉTRANGERS NI NATIONAUX...

L'Empire français, dont M. Daladier parlait avec tant d'orgueil et qui rendait la France si vulnérable; cet empire qui n'a jamais fait que le bonheur des ... *[une ligne manquante au montage]* ... de la Finance, la puissance des sabreurs fascistes, la gloire des chaouchs et des mercenaires coupeurs de têtes, et la «prospérité» des mercantis; cet empire grâce auquel la Commune de 1944 n'a pas eu lieu; cet empire d'où est issue l'armée de métier qui fit fiasco en 1940 et qui réoccupa militairement la métropole quatre ans plus tard, au nom des mêmes chefs, faisant ainsi de la France une colonie de ses colonies et la très humble vache à lait du fonctionnarisme impérial; cet empire enfin qu'il a fallu rebaptiser *Union Française* pour en faire tolérer l'existence pour quelques années ou quelques mois encore, par les soixante millions de sujets qui n'en veulent point et par les quarante millions de citoyens qui n'en veulent guère - cet empire est sur le point de disparaître.

On trouvera peut-être de mauvais goût que ne soit arrosé de larmes patriotiques ce «*malheur national*», ce désastre frappant des centaines de milliers de budgétivores et de trafiquants de chair humaine; mais que l'on en veuille rire ou pleurer, les faits sont là.

Parmi nos gouvernants et apprentis gouvernants, il n'y en a pas un seul qui ne soit averti, en son âme et conscience, du fait que les carottes impériales sont cuites, et que le seul problème qui demeure, est de sauver la face, en tâchant de maintenir le prestige de l'État.

Le prestige en face de qui? En face de nous-mêmes; afin de nous apprendre que s'il nous est loisible de nous débarrasser des diverses catégories de parasites sociaux (qui ne nous incommode pas moins à Dieppe ou à Perpignan, qu'à Biskra, Saïgon, Tamatave ou Marrakech), il ne nous est pas possible d'éviter les frais sanglants de cette opération. L'Empire a son armée, son aviation, sa flotte, ses échafauds et ses bagnes. Il entend bien se servir de tout cela pour sauver l'honneur du pavillon, et montrer aux exploités que la liberté coûte des morts, des ruines, des destructions et des souffrances terribles. Chaque tête coupée de rebelle vietnamien, chaque paillote malgache brûlée par un avion français; chaque marocain éventré par un sénégalais ou réciproquement, est une leçon de choses qui nous est offerte par nos maîtres - et souvent avec la peau des nôtres - pour éviter que la chute de l'Empire n'entraîne celle de l'État français.

Car la chute de l'Empire ne saurait se concevoir sans l'accompagnement d'un profond ébranlement de l'autorité dans la métropole. Au premier signal de déroute française en Indochine, à Madagascar ou sur le continent africain, il faudra s'attendre à ce que se pose, en France même, la question du pouvoir.

Et l'on sait à qui appartient le beau rôle, lorsque le parlementarisme en faillite cherche un homme fort pour sauver et restaurer l'autorité de l'État. Le beau rôle appartient, infailliblement, à un militaire. Les défaites sont infiniment plus propices aux généraux que les victoires mêmes.

Ainsi, le jour où l'on sentira, dans la masse du public, que l'Empire français, dans son ensemble, est directement menacé, l'heure du général sera venue, et l'on aura recours à lui pour ... *[au moins une ligne manquante au montage]* ...

On objectera peut-être que les partis politiques en général, et le P.C. en particulier, n'ont guère intérêt d'en venir là et qu'une dictature de Gaulle pourrait leur être fort douloureuse. Répondons simplement que

les «*communistes*» français travaillent beaucoup moins pour eux-mêmes que pour le tzar russe, et que tous les autres partis sont disposés à se saborder au besoin, au profit du *Rassemblement* gaulliste.

Mais il existe encore une autre raison qui pousse les dirigeants de la 4^{ème} République à ne pas abandonner de bon gré les rivages qu'ils savent bien devoir quitter tôt ou tard et à ne pas «*faire la paix*», ce qui serait pourtant le seul moyen de ne pas avoir à «*faire un roi*»

Un, deux, trois ans, cinq ans, dix ans de guerre, peut-être, cela représente quand même autant d'années de haute solde et d'avancement rapide pour les officiers, de lippées franches pour les fournisseurs aux armées, de pots de vin pour les fonctionnaires haut placés, s'ajoutant à des traitements proportionnels multipliés par les aléas de la situation; cela représente encore pour les députés et les ministres des milliers de discours superbes à prononcer, exaltant l'héroïsme des combattants et des contribuables, et des dizaines de chapitres extraordinaires ajoutés au livre du Budget, chapitres attachants, passionnants, d'un intérêt inépuisable!

Voilà pourquoi, bien que tout le monde ait depuis longtemps reconnu l'inutilité foncière des efforts de coercition qui seront faits pour maintenir en état de sujétion politique les peuples dont l'esclavage nous empêche d'être libres, on peut être assuré que la «*France*» continuera jusqu'au bout à parler haut et à frapper fort. Et c'est également pourquoi, bien que personne ne «*s'en ressente*» pour aller crever aux colonies - ni parmi les *Jeunesses socialistes*, ni parmi les *Jocistes*, ni parmi les *Jeunesses républicaines de France* - les partis dont ces jeunes dépendent continueront, selon toute vraisemblance, à se disputer l'honneur de prolonger le casse-pipe impérial, d'Indochine à Madagascar, de Madagascar au Maroc, etc..., etc..., plutôt que de recourir à un arrangement raisonnable et sans effusion de sang.

Qu'appelons-nous arrangement raisonnable? Celui qui laisserait subsister les liens culturels (linguistiques en particulier) qui ont pu s'établir avec la métropole dans les territoires dits «*français d'outre-mer*»; un arrangement qui permettrait la libre circulation des personnes et des biens à travers les territoires de l'ancienne *Union française*, et établirait, entre ces territoires, un lien fédéral sur la base d'une égalité absolue des droits et des devoirs.

Il va sans dire que cette solution contractuelle très générale ne saurait assurer par elle-même l'équilibre social des pays intéressés; dans chacun de ces pays existent des classes et des castes: chefs et soldats, prêtres et fidèles, riches et pauvres, exploiters et exploités, dirigeants et dirigés. Faire la guerre aux peuples coloniaux, c'est le moyen de les contraindre à constituer des États nationaux dirigés par l'élément capitaliste et féodal, militaire et religieux, qui prend en pareil cas l'initiative de la centralisation. Leur assurer la paix dans la liberté, c'est au contraire encourager les tendances égalitaires et communautaires du village indigène, dont les caïds n'ont pas de garantie plus solide que le système colonial.

Plus la guerre de défense de l'Empire durera, et plus la haine de la France fermera au Français de bonne volonté les portes de son Empire déchu. Plus la guerre durera et plus la barbarie guerrière des féodaux indigènes s'imposera aux populations pacifiques et laborieuses. Plus la guerre durera et plus la France, elle-même saignée et ruinée, deviendra incapable d'accéder à un régime social de liberté et de justice.

C'est pourquoi nous crions aujourd'hui: - Pas un homme, pas un sou pour cette guerre! - Paix et liberté aux peuples coloniaux!

Pas un sou, parce que le pays, le continent, le monde entier, pour se relever de leurs ruines, ont besoin de supprimer tous les budgets militaires, toutes les accumulations somptuaires de matériel et d'outillage à fins impérialistes, toutes les concentrations bureaucratiques de personnel non productif à fins autoritaires et dirigistes. Il faut nourrir les hommes, les vêtir, les loger, les soigner, élever les enfants, reprendre souffle et goût à la vie, respirer, se reposer, rêver, penser - vivre, en un mot. Et s'opposer énergiquement à ce que notre travail, ce travail de gens surmenés et mal nourris, dont chaque minute devrait servir à donner du pain aux affamés, soit gaspillé dans de nouvelles boucheries, pour de nouvelles destructions, pour des conquêtes et des carnages nouveaux.

Pas un homme, parce qu'il en est mort, de la guerre, en cinq ans, près de cent millions qui ne demandaient qu'à vivre, et qu'il est temps d'affirmer que la vie d'un homme, cette vie qui a pour l'État la valeur zéro, a pour lui-même une valeur infinie, qui est sa véritable mesure.

Oui, la vie et le bonheur d'un homme est ce qui est encore pesé aujourd'hui au poids du fumier et qui

devrait l'être au poids du diamant, du radium, ou plutôt de ce que rien au monde ne peut payer, puisqu'il ne s'agit pas d'une matière, mais d'une pensée, puisqu'il ne s'agit pas d'un instrument, mais d'un but en soi!

Et peu importe que l'homme soit blanc, bistré, noir ou jaune! Qu'il soit ou non - selon on ne sait quelle mesure arbitraire et toujours réversible des valeurs - un membre des classes ou des races élues, ou bien un paria, un «civilisé» ou bien un «sauvage», un «administrateur» ou un «rebelle», un «soldat» ou un «bandit».

Paix et liberté à tous les peuples!

Pour cela, il n'est besoin de personne pour négocier. Il faut évacuer pacifiquement les territoires qui ne sauraient être conservés que par la force, et compter sur la solidarité naturelle des travailleurs, des producteurs utiles de toutes les races et de toutes les idéologies, pour que la paix se fasse, entre eux d'abord, puis entre tous les hommes, par la révolution qui mettra fin aux inimitiés qui résultent de l'exploitation d'une classe par l'autre!
